

Nous ne sommes pas non plus en faveur d'exporter la révolution, pas plus que nous n'approuvons l'intervention d'une tierce partie où que ce soit en Amérique centrale, quelle que soit cette tierce partie, et quels que soient ses intérêts légitimes dans la région. Nous déplorons que les tiraillements Est-Ouest se soient propagés jusqu'en Amérique centrale, et nous n'approuvons pas qu'un pays, quel qu'il soit, fournisse des armes à une faction de la région, quelle qu'elle soit.

C'est pourquoi nous appuyons l'Initiative de Contadora, aussi peu fructueuse qu'elle ait pu être jusqu'ici, comme étant le meilleur instrument de réconciliation en Amérique centrale. Nous savons que seuls le développement et la paix permettront à la démocratie de prospérer. Avec le développement, les peuples d'Amérique centrale pourront mettre leur espoir dans la démocratie et n'auront pas à se tourner vers des remèdes totalitaires pour guérir leurs maux économiques.

Le Canada a accueilli des milliers de réfugiés latino-américains, surtout depuis le renversement du gouvernement Allende. Le Chili est un berceau de la démocratie dans notre hémisphère, et nous attendons avec impatience qu'y soient rétablies les libertés démocratiques. Malheureusement, des actes insensés de violence perpétrés par les opposants comme par les partisans du présent régime viennent encore une fois de provoquer un recul. Le Canada condamne au plus haut point cette violence.

Parfois, en Amérique du Nord, nous avons tendance à oublier que la démocratie est très vivace en Amérique du Sud. Cette année marque pourtant le centenaire de la Constitution de la Colombie, et le moment me paraît tout indiqué pour évoquer ici une phrase du général Francisco de Paula Santander, frère d'armes de Simon Bolivar devenu par la suite président de la Colombie: "Si les armes nous ont apporté l'indépendance, disait-il, c'est le règne du droit qui garantit notre liberté".